65e Année. — N° 147

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 72
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Roubaix, Nord et limitrophes 12.00 22.00 45.00
France ... 13.00 24.00 48.00
Union postale 16.00 31.00 62.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

65e Année. — N° 147

MERCREDI
26
MAI 1920

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus
72, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

L'ACCIDENT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

PAS D'ENTRAINEMENT AVENTUREUX

Notre Ministre des Finances, M. François-Marsal, s'est prononcé contre tout prélèvement actuel sur le capital, et il a bien agi.

Il a donné de son opposition d'excellentes raisons de fait : nécessité de ne point restreindre la force de production que le capital (argent, usines, terres) alimente, parce que ce serait porter atteinte à notre relèvement économique; respect de la signature de l'Etat envers ses prêteurs des emprunts de guerre; charges déjà supportées par le capital du fait de l'impôt sur les successions.

Des raisons de principe non moins valables viennent apporter, à l'opinion du Ministre, une force qui la fera admettre par tous ceux qui sont ennemis de la Révolution.

M. François-Marsal n'avait-il pas de ces raisons en pensée lorsqu'il adressait au Sénat ces très belles paroles : « Nos enfants sauront assurer le bien-être d'une Nation sage qui résiste aux entraînements aventureux parce qu'elle a beaucoup vu et beaucoup retenu au cours des siècles de sa longue et glorieuse carrière? »

Le projet de prélèvement sur le capital est d'origine socialiste. Quand les députés du « Parti » qui, révolutionnaires dans leur circonscription, se font souvent à la Chambre depuis certaines leçons, tout sec et tout mièvres, viennent nous conter qu'ils n'ont en vue, par ce projet, que le salut de la Nation, ils emploient une ruse. Ils nous ont depuis longtemps démontré, malheureusement, qu'ils font passer l'Internationale avant la France et le socialisme avant le patriotisme.

Nous ne sommes donc pas dupes. Ce qu'ils veulent — pour eux c'est naturel — c'est arriver au collectivisme. Depuis quelque temps, les plus habiles doctrinaires du marxisme essaient de persuader les adeptes qu'ils atteindront aussi bien leurs fins par l'évolution que par la Révolution.

Prélèvements sur le capital (la propriété) — à petites doses pour commencer —; impôt sans cesse accru sur les successions avec intention avouée de les supprimer tout-à-fait d'ici peu. Telles sont les étapes de la course qui entraînera le pays vers le nivellement socialiste!... Qui l'y entraînerait s'il ne savait pas, comme le Ministre lui en fait honneur, résister aux aventures.

Mais cette magnifique patrie française, qu'on voulait faire croire déchue et qui, « plus brillante et plus belle », renaît de la cendre de ses héros, porte en elle une longue tradition de bon sens. Elle voit; il vaut mieux dire elle sent quel serait l'effet normal du nivellement collectiviste, même s'il était possible : par la suppression de la propriété particulière et du bénéfice légitime, plus de moyen convenable de travail; plus de ressort pour l'énergie individuelle; c'est-à-dire la ruine. Et sur la ruine de tous, la domination de quelques-uns. Comme aux époques barbares. Comme en Russie.

Il y a, contre le prélèvement sur le capital, une autre raison nationale, tirée de la vue d'un danger plus précis, plus direct et plus immédiat : l'impôt atteindrait aûrement la richesse visible, les champs, les maisons, les usines, c'est-à-dire la véritable fortune d'un pays, son seul gage de prospérité, le seul capital qui ne puisse se cacher. Mais l'argent, vagabond de sa nature, s'y soustrairait bien plus facilement.

Et cela encore est conforme au programme socialiste. Et cela vient toujours de ce que la finance des Deux Mondes, l'Internationale dorée, jette le Socialisme, l'Internationale rouge contre la propriété française afin de détourner d'elle-même les colères.

Tout cela considéré, serait-il sage d'ajouter quelque chose du projet socialiste?

Grisés par l'atmosphère des assemblées, de jeunes parlementaires pourraient, dans un mouvement de générosité inconsidérée, céder à l'entraînement aventureux contre lequel les met en garde M. François-Marsal.

La générosité qui s'abuse est un beau défaut du caractère français. Mais c'est un défaut.

On ne refait pas la nuit du 4 août. Cela ne sert pas à ceux qui la font, on l'a déjà dit. Cela — et c'est seulement ici ce qui importe — ne sert pas au pays. Après cent trente ans, il cherche encore à réadapter à la vie moderne la plupart des institutions dont le geste du 4 août a signifié la chute brutale, alors que rien n'était prêt pour les remplacer.

Ce qu'il faut aujourd'hui, comme il le fallait en 1789, ce ne sont pas des destructions, mais des réformes sérieuses et hardies. La Révolution les empêcherait. On ne doit pas plus lui permettre de le faire qu'à l'égoïsme et à l'esprit étroit de conservation.

André Tavernier.

INFORMATIONS

LES PENSIONS LIQUIDÉES

Discourant au congrès de l'Union fédérale des mutilés, M. Maginot a déclaré que le chiffre des pensions actuellement liquidées était de trois millions. Le ministre a ajouté qu'à partir du mois de juillet prochain il en sera liquidé 100 000 par mois.

MANIFESTATION SANGLANTE

Cinq morts

Rome, 25 mai. — Au cours d'une manifestation d'étudiants auxquels s'étaient mêlés des individus sans aveu, une collision s'est produite avec la police qui a essuyé des coups de feu. On compte 5 morts dont un civil et 11 blessés dont deux agents.

1.250 FRANCS POUR LA CHOPE DE L'EX-KAISER

La vente, qui a lieu dimanche à New-York, de 65 pièces d'ameublement des anciennes résidences de l'ex-kaiser, à Berlin et à Munich, n'a rapporté qu'un peu plus de 1.500 livres sterling (37.000 fr. au pair).

C'est un chiffonnier de la chambre à coucher impériale qui a atteint le plus haut prix : 250 livres; le prix le plus bas, 4 livres, a été payé pour une miniature en ivoire et une paire de coussins en brocart pour sofa.

La chope de l'ex-seigneur de la guerre a été adjugé pour 40 livres.

L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT CARRANZA

Suivant une information reçue de Mexico, l'assassinat du président Carranza est vraisemblablement le résultat d'un acte de trahison commis par le colonel Rudolfo Herrera, qui commandait l'escorte de l'ex-président. Le meurtre a été perpétré pendant que Carranza dormait dans un camp isolé dans la montagne. On ignore exactement à quel mobile a obéi le colonel Herrera, mais on croit qu'il a voulu s'emparer des fonds que possédait Carranza. On ne connaît pas encore de façon sûre l'identité des six autres personnes qui ont été tuées avec lui.

DE LONDRES A PARIS EN AÉROPLANE EN 45 MINUTES

Bientôt, un aéroplane de la Airco Co, a transporté douze passagers de Londres à Paris en 45 minutes.

Choses & Autres

La vanité de la gloire.

Ce qui n'est pas le moins étrange, dans cette extraordinaire aventure de M. Paul Deschanel, c'est la méconnaissance de ses traits — pourtant popularisés à l'infini par la presse entière — manifestée par les gens qui, tout d'abord, se trouvèrent en face de lui, après l'accident.

L'homme d'équipe de Lorey, qui prévint le sous-préfet « qu'un homme se disant le président de la République avait été trouvé sur la voie », pensait sans doute avoir affaire à un fou. Et les employés du poste de la Compagnie où le président fut amené n'eurent pas un autre sentiment. Le sous-préfet lui-même hésita à prêter une automobile pour se rendre sur les lieux, à propos d'un fait divers aussi banal.

Et cependant, tout le monde avait vu le portrait de M. Deschanel! Il y en avait peut-être un — première page d'un quelconque supplément illustré de journal — accroché dans le poste. Mais personne ne s'avisa de la vérité.

Soyez donc célèbre, illustre et chef de l'Etat par-dessus le marché!

* *

L'esprit français.

Alphonse Karr a laissé la réputation d'un esprit brillant. On connaît moins le charmant philosophe qu'il était dans l'intimité. En venant lui emprunter cinq louis, un ami se plaignait des injustices de l'existence.

— Ne vous frappez pas, lui dit Karr, en souriant; rien dans la vie n'arrive comme on l'a craint, ni comme on l'a espéré. Les malheurs parés trop tôt sont comme les bonheurs visés de trop loin : les premiers vous touchent et vous manquez les autres...

* *

Ce qu'il y a de plus laid, de plus vil et de plus risible au monde, c'est le visage d'une femme qui a dû renoncer à brouiller deux hommes.

* *

Dans la vie, les plus lourdes sottises sont dites par les gens qui croient que c'est une supériorité que de répondre vite.

L'ACCIDENT DE M. DESCHANEL

L'état du Président est satisfaisant

Quelques détails complémentaires sur les circonstances et les suites de l'accident

Voici de nouveaux détails sur l'accident dont M. Deschanel fut victime. C'est d'abord le récit de la façon dont les voyageurs du train présidentiel apprirent la disparition du président.

Comment on constata la disparition du Président

« Vers six heures du matin, nous procédions à notre toilette avant d'aller prendre le petit déjeuner dans le wagon-restaurant. Un ingénieur de la Compagnie vint nous demander : Avez-vous passé une bonne nuit? Vous êtes tous là au complet? » Nous ne vîmes alors dans cette démarche qu'une intention courtoise.

Le narrateur raconte comment, à sept heures du matin, le train stoppait en gare de Roanne et s'attardait.

D'après le correspondant, on recevait à cette heure un coup de téléphone à Saint-Germain-des-Fossés : on en avait déjà reçu un à Moulins. Il était alors 4 heures 58. On avait téléphoné ici : « Un voyageur du train présidentiel est tombé. Ce voyageur ressemble au président de la République ».

Les employés chargés d'aviser de cette nouvelle les fonctionnaires du train, s'acquittèrent de leur mission, mais la chose parut si invraisemblable qu'on n'y prit pas garde.

A Saint-Germain-des-Fossés, un second coup de téléphone donne lieu dans tous les compartiments à une vérification. Le wagon présidentiel ne fut pas visité et l'on ne s'aperçut de la disparition de M. Deschanel qu'à Roanne.

Le poseur garde-voie Radeau fait le récit de l'événement

C'est ensuite une interview du poseur garde-voie Radeau, qui trouva M. Deschanel sur la voie. On sait qu'ayant assuré le passage du train présidentiel, à 11 h. 55, Radeau rentrait à sa maison de garde-barrière, n° 79 entre les gares de Lorey et de Migennes-Gondeville, lorsque au kilomètre 110.860, il aperçut une forme blanche s'avançant vers lui. Voici son récit :

Halte là! Qui êtes-vous, criai-je, pensant me trouver en face d'un malandrin. Je suis blessé, dit l'homme d'une voix assourdie. Je braquai mon arme en pleine figure et je vis qu'il était ruisselant de sang qui coulait sur un pyjama de soie grise très élégant. Vous êtes tombé du train présidentiel? lui demandai-je. Oui! me fut-il répondu. Mais qui êtes-vous? Je suis M. Deschanel. Je demeurai stupéfait et ma foi incrédule. Enfin, je ne vis qu'une chose : qu'il était blessé et avait besoin de secours.

Je l'emmenai aussitôt par le bras. Le voyageur me demanda : Où allait donc le train? Je vis que le choc l'avait fortement ébranlé. A cet instant, je rencontrai le poseur Dariot, garde-barrière qui rentrait avec un falot. Je l'appelai et lui dit : Voilà un blessé tombé du train qui prétend être M. Deschanel. C'est une blague, répartit Dariot.

Enfin, à la cabane du poste 78, Mme Dariot se leva, donna des serviettes au président qui se lava soigneusement le visage, et le sang qui lui couvrait les bras et les jambes. Dariot avait allumé du feu car le blessé tremblait. Enfin, lorsqu'il eut chaud, il se coucha dans le lit du ménage Dariot et sembla s'assoupir.

Mme Dariot le veilla, tandis que Radeau courait à la station de Lorey télégraphier à la gare de Montargis. Dariot, d'autre part, allait à Corbeille chercher le docteur Guillaumont. Le médecin constata que le blessé n'était pas grièvement atteint et quoique mal persuadé qu'il fut en présence du président de la République, il prévint la gendarmerie de téléphoner à la sous-préfecture. Ce n'est qu'au matin que ces messieurs vinrent chercher le président.

Les gendarmes avaient bien téléphoné, mais Montargis était resté muet.

Le sous-préfet de Montargis fut réveillé par le télégramme suivant : « Un homme dévêtu, se disant M. Deschanel, est tombé du train présidentiel au kilomètre 110.860. Ai prévenu autorités et médecins. »

M. Deschanel était très surmené

Un journaliste a interviewé le commandant Guillaume, de la maison militaire du président de la République :

Le président, a-t-il déclaré, a eu vendredi un accès de grippe. Pendant toute son indisposition il n'a pas fait venir de médecin. Dimanche matin, il était assez bien, mais il eut un accès de fièvre entre 6 et 6 heures du soir. Il n'a pas toutefois modifié sa décision absolue de se rendre à Montbrison.

Interrogé sur le bruit selon lequel le président donnait déjà depuis quelque temps des signes de surmenage et même paraissait menacé de neurasthénie, le commandant Guillaume répond que ces bruits sont sans fondement :

Tous ces derniers temps, le président, dit-il, travaillait jusqu'à une heure du matin, il se levait à six heures. Il n'avait pas du tout l'air d'un homme neurasthénique. Ceux qui l'approchent peuvent en témoigner.

— Mais prenait-il du repos et de l'air?

— Il sortait en principe une journée sur deux, pour faire une promenade à pied de deux heures qui l'enchantait.

Non, il n'y a rien de vrai dans les potins faciles qui devaient fatalement courir, et dont, je vous prie de le croire, le président s'amuse beaucoup.

Un bulletin rassurant

Paris, 26 mai. — Le président de la République a passé une bonne nuit. Il a été visité mardi matin, à dix heures, par ses médecins, qui ont rédigé le bulletin suivant :

« Plaies contuses superficielles à la face et à la jambe gauche, courbature générale, mais état aussi satisfaisant que possible. Repos nécessaire.

» (Signé) : Docteurs Petit et Duval. »

Le Président se reposera à Rambouillet

Le président, sur le conseil de M. Millerand, se reposera, pendant une dizaine de jours, au château de Rambouillet, où des ordres vont être donnés afin de mettre en état les appartements présidentiels qui n'avaient pas été occupés depuis M. Fallières.

Curieux pressentiments

Le docteur Laurent, député de Roanne, qui se trouvait dans le train présidentiel, a déclaré : « J'avais, il y a quelques jours, une entrevue avec M. Deschanel, à l'Elysée. Le président m'a paru tout songeur et semblait comme avoir un vague pressentiment d'un malheur. Il m'a dit, en effet, très textuellement : « J'appréhende beaucoup ce voyage de Montbrison, sans savoir pourquoi. »

Le président ajouta qu'il était las et fatigué.

Les marques de sympathie

Les journaux sont unanimes à constater la consternation générale et la manifestation de respectueuse sympathie que provoque partout l'accident dont fut victime M. Deschanel. Ils soulignent la présence d'esprit et le sang-froid dont a fait preuve le président. Ils se réjouissent de constater que la seule conséquence de cet accident sera d'avoir permis de mesurer la profondeur du sentiment d'immense sympathie que M. Deschanel inspire à tout le peuple. La presse est unanime à souhaiter un prompt rétablissement.

A l'étranger

En Angleterre, les journaux se réjouissent que M. Deschanel ait échappé avec si peu de mal de l'accident dont il fut victime.

* *

Le « Daily Chronicle » écrit : « La Grande-Bretagne, qui a eu M. Deschanel un ami de vieille date, a tout lieu de partager la satisfaction des compatriotes du président de la République. »

Le « Daily Telegraph » : « Nous offrons nos félicitations au président de la République et lui souhaitons un prompt rétablissement. »

CONSEIL DE CABINET

Paris, 25 mai. — Les membres du gouvernement se sont réunis en conseil ce matin, à l'Elysée. Les médecins ayant prescrit le repos absolu au président de la République, jusqu'à ce que son état de santé soit aussi satisfaisant que possible, la séance a été présidée par M. Millerand.

Le président du Conseil a entretenu ses collègues des questions extérieures actuellement en cours.

LES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

Le Conseil a autorisé le ministre des Finances à déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi comportant la création d'une taxe de naturalisation des valeurs mobilières étrangères non abonnées, et déterminant le régime fiscal des titres mis en représentation d'autres titres.

LE RÉGIME DU BLÉ

Le Conseil a adopté le texte définitif d'un projet de loi concernant le régime du blé. Ce régime comporte la fixation du prix du blé par une commission spéciale où seront représentés les différents intéressés. Il prévoit en outre, que tout le blé indigène de 1920 sera acheté par l'Etat (de même que les blés exotiques indispensables à notre approvisionnement). S'il était nécessaire, cette disposition prévue seulement pour la prochaine récolte, pourrait être prorogée d'année en année, mais par décision du Parlement.

A LA CONFÉRENCE DE SPA le 21 juin

Berlin, 25 mai. — Une dépêche Wolff annonce que le chancelier d'Empire a fait savoir le lundi 24, au chargé d'affaires britanniques, que le gouvernement allemand accepterait l'offre qui lui a été faite de se rendre à la conférence de Spa le 21 juin.

LE SUICIDE D'UN AVOCAT

On retrouve dans la Garonne le cadavre de M. Chartron, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Bordeaux

Bordeaux, 25 mai. — On a retiré de la Garonne, le cadavre de M. Chartron, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Bordeaux. Toute idée de crime doit être écartée. On estime plutôt que M. Chartron, âgé de soixante-quatorze ans, décida d'en finir avec la vie.

LES CONGRÈS

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES FONCTIONNAIRES

Paris, 25 mai. — Le 8e Congrès de la Fédération nationale des fonctionnaires s'est ouvert, ce matin, sous la présidence de M. Métayet, des Douanes. Parmi les assesseurs se trouve M. Faivre, de la Fédération du Rhône. Le président a prononcé un discours dans lequel il a démontré la nécessité de faire reconnaître le droit syndical des fonctionnaires.

L'assemblée a approuvé le rapport moral qui conclut à la participation des fonctionnaires dans la gestion des administrations publiques et à l'affiliation à la C.G.T., à l'examen des mesures disciplinaires prises contre des fonctionnaires qui ont participé aux manifestations du 1er mai.

M. Faivre, de la Fédération du Rhône, a fait part que son groupement a signalé au gouvernement de quelle façon, à Lyon, un certain nombre de commerçants maintenaient la vie chère et réalisaient des bénéfices scandaleux.

La Situation économique et financière de l'Europe

M. Léon Bourgeois, interviewé sur la situation économique et financière de l'Europe, a insisté sur la nécessité que la Ligue des Nations soit rapidement saisie par les gouvernements alliés et la commission des réparations de propositions fermes sur la politique à adopter vis-à-vis de l'Allemagne, tant pour les réparations dues que pour les dettes de guerre; c'est seulement après qu'il sera possible de fixer la date de la réunion de la conférence internationale de Bruxelles.

A la Conférence économique franco-allemande

PAS DE REPRÉSENTANT DE LA CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Une certaine émotion se manifeste dans l'industrie de la construction mécanique, du fait que celle-ci ne compte aucun représentant à la Conférence économique franco-allemande. On ne s'explique pas la cause de cette omission.

LES GRÈVES

LA C. G. T. SE DÉSAGRÈGE

Le Syndicat des employés des tramways grenoblois vient de rompre avec la C. G. T. Cette décision est motivée par la présence trop fréquente aux réunions de propagandistes étrangers aux corporations, qui gênent de façon intolérable les discussions. Elle a été prise par 71 voix contre 16 et 3 bulletins blancs.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Paris, 25 mai. — SUR LE P.-L.-M. — Le mouvement de rentrée s'est esquissé lundi et s'est accentué aujourd'hui, tant dans la traction que dans l'exploitation.

A Paris, Villeneuve, La Roche, Montargis, Tonl et Périgueux, la reprise est plus lente; mais elle est complète dans la région de Nantes, Maurinson et Aurlac.

SUR L'ÉTAT. — De nombreuses rentrées sont signalées un peu partout, particulièrement dans la région parisienne.

SUR LE MIDI. — Les rentrées, au nombre de 200 samedi, ont augmenté, ces jours derniers, dans de notables proportions.

A ROUBAIX

Les tramways

Aucun changement n'a été apporté dans la situation de ce conflit, qui cause une gêne très sensible à la population.

Au cours d'une réunion, tenue mardi après-midi, au « Café Pandore », rue Pauvrée, les grévistes des Tramways Roubaix-Tourcoing et Mongy, ont, après avoir examiné la situation, décidé de poursuivre la grève.

On a aussi décidé de lancer des listes de souscription et de faire des quêtes pour alimenter la caisse syndicale et venir ainsi en aide aux grévistes.

A WATTRELOS

Fin de la grève des établissements Kuhlmann

Le personnel des établissements de produits chimiques Kuhlmann n'avait pas repris le travail, samedi dernier. Il réclamait le renvoi de plusieurs ouvriers qui avaient travaillé pendant la grève.

Mardi matin, les grévistes, après une entrevue avec la Direction de l'établissement, ont réintégré l'usine.

A LILLE

Nouvelle grève du gaz

Une nouvelle grève du gaz vient d'éclater à Lille.

Il était entendu que les ouvriers reprenaient le travail lundi matin. En présence de cet accord, et pour laisser leur place aux ouvriers, les élèves des Arts et Métiers et les volontaires se retirèrent; la plupart, étrangers à la ville, allèrent passer dans leur famille les fêtes de la Pentecôte.

Profitant de cette occasion, le citoyen Vaillant se présentait, lundi matin, au Directeur des Compagnies du Gaz, et lui notifiait un ultimatum.

Au cours de la discussion, et comme le Directeur, parlant des promesses faites, demandait de s'expliquer devant les ouvriers, l'agitateur s'écria :

« — Ils sont trop bêtes (textuel) pour défendre leurs intérêts, et c'est à moi seul qu'il appartient de parler en leur nom. »

Devant une pareille attitude, le Directeur rompit la conversation.

Si les ouvriers reprenaient immédiatement le travail, Lille serait quand même privée d'éclairage pendant huit jours.

Le marché des cotons à Liverpool

Liverpool, 25 mai. — A l'ouverture du marché des cotons, de meilleures dispositions se sont manifestées.

Selon des nouvelles de source autorisée, on s'attend à ce que la récolte du coton soit particulièrement réduite et à ce que le coton soit de qualité inférieure.

DERNIÈRE HEURE

L'ACCIDENT DE M. DESCHANEL

VISITE DE M. MILLERAND AU PRÉSIDENT

Paris, 25 mai. — Avant de présider la réunion des ministres, M. Millerand est allé faire une visite à M. Deschanel, avec qui il s'est entretenu, quelques instants, dans ses appartements particuliers.

L'ETAT DE M. DESCHANEL REPOS COMPLET EXIGÉ

Paris, 25 mai. — Le Président de la République, qui a passé une bonne nuit, a reçu, mardi matin, la visite de ses médecins. Ces derniers exigent de lui le repos le plus complet et envisagent, comme nécessaire, un séjour à la campagne.

M. DESCHANEL A RAMBOUILLET

Paris, 25 mai. — Le « Temps » croit savoir que le Président de la République se rendra, la fin de la semaine, à Rambouillet, pour se conformer aux conseils de son médecin.

Paris, 25 mai. — M. Paul Deschanel a reçu, à 18 h. 30, la visite de ses médecins, qui ont rédigé le bulletin suivant :

« Etat toujours satisfaisant; courbature générale, mais aucun mouvement fébrile. »

LES TÉMOIGNAGES DE SYMPATHIE

Paris, 25 mai. — De nombreux témoignages de sympathie continuent à parvenir à l'Elysée. Les registres se couvrent de signatures. Parmi les adresses de sympathie, figurent des télégrammes des souverains d'Italie, Belgique, Angleterre, Espagne, etc.

Bruxelles, 25 mai. — Le gouvernement a prié l'ambassadeur belge de transmettre au Président de la République, l'expression de ses vives sympathies à l'occasion de l'accident dont M. Paul Deschanel a été victime.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Hymans, a adressé, au Président de la République, un télégramme exprimant les mêmes sentiments.

Rome, 26 mai. — L'accident de M. Deschanel, à peine connu, a produit une vive impression dans les milieux italiens. Au Vatican, le Pape et le cardinal secrétaire d'Etat ont été aussitôt informés et ont tenu à télégraphier leurs vœux.

LE COMPLOT RÉVOLUTIONNAIRE contre la sûreté de l'Etat

LES RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION DE M. JOUSSELIN

Paris, 25 mai. — Les deux derniers jours de fête ont été employés, par M. Jousselin, juge d'instruction, à étudier et à classer les pièces nombreuses et les documents divers relatifs au complot dont sont inculpés les militants syndicalistes et révolutionnaires, arrêtés, et qui sont au nombre de seize.

Dans les pièces à conviction en possession de l'accusation, sans que ce soient les plus importantes, sont deux lettres de Monatte qu'il adressait, il y a quelques mois, à Trotsky, en lui donnant des nouvelles du mouvement soviétiste en France, et que Monatte avait confiées à un Américain partant pour l'Allemagne et la Russie. Le messager fut tué, à Berlin, au cours des émeutes, et ses papiers furent remis aux autorités américaines, qui donnèrent connaissance des deux lettres au gouvernement français.

LES GRÈVES

LE MOUVEMENT DES CHEMINOTS

Paris, 25 mai. — Sur le réseau du P.-L.-M. le mouvement des agents d'exploitation, assez bien suivi le dimanche, a repris ce matin.

Sur le P.-O., la reprise est complète dans les régions de Nantes et Aurillac. Le mouvement est assez bon à Paris, Tours et Périgueux.

Sur l'Etat, il y a des rentrées très nombreuses partout et surtout dans la région parisienne.

Sur le Midi, assez nombreuses rentrées depuis samedi.

Le ministre des Travaux publics et les Cheminots

INTERESSANTE DÉCLARATION DE M. LE TROCQUER

St-Brieuc, 25 mai. — M. Le Trocquer, ministre des Travaux publics, à son passage à St-Brieuc, a été salué par le président de l'Association Fraternelle des employés de chemin de fer, entouré de presque tout le personnel de la gare.

Le ministre s'est déclaré fier du titre de premier cheminot de France, qui vient de lui être donné. « Nous nous sommes efforcés, dit-il, de résoudre deux questions principales, celle du statut et celle de l'échelle des salaires. Nous allons donc maintenant entrer dans la voie de la collaboration. »

UNE MANIFESTATION EN L'HONNEUR DE M. EUGÈNE TISSERAND,

DIRECTEUR HONORAIRE DE L'AGRICULTURE

Paris, 25 mai. — M. Ricard, ministre de l'Agriculture, a présidé, mardi, à l'Institut national agronomique, une cérémonie, au cours de laquelle a été fêté le 90e anniversaire de M. Eugène Tisserand, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'agriculture.

Au début de la cérémonie, M. Emile Loubet, ancien président de la République, a remis, à M. Tisserand, les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur. Des discours ont été prononcés par M. Loubet, par M. Wéry, directeur de l'Institut national agronomique, et par M. Ricard, ministre de l'Agriculture.

Les nouvelles mesures fiscales au Sénat

LES BÉNÉFICES AGRICOLES
L'IMPOT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

Paris, 25 mai. — La séance est ouverte à 14 h. 40, sous la présidence de M. Léon Bourgeois.

On reprend la discussion sur les nouvelles ressources fiscales.

La Commission propose un nouveau texte modifiant l'article 17 de la loi du 31 juillet 1917 sur l'évaluation des bénéfices agricoles, ces évaluations se basant sur le coefficient fixé actuellement par la loi de finances.

Après observations de MM. Doumer, Denoy, Louis Michel et Mouservin, le ministre des Finances approuve le texte de la Commission.

La première partie de l'article 17 (principe du coefficient) est adoptée; sur la deuxième partie, fixation des coefficients pour 1920, MM. Tissier et Manière déclarent qu'il faut épargner l'agriculture pour éviter l'exode vers les villes.

La deuxième partie de l'article 17 est mise aux voix, le scrutin donne lieu à pointage. La fin de l'article 17 puis l'article 18 sont adoptés.

On discute ensuite l'impôt général sur le revenu. Un amendement de M. Touron demande de revenir au texte de la Chambre que la Commission du Sénat a majoré. Les impôts excessifs empêcheraient le pays d'augmenter sa production, certains célibataires payeraient 75 0/0 de leur revenu.

Le texte de la Commission est adopté par 172 voix contre 142 sur 314 votants. L'ensemble de l'article 7 est ensuite adopté.

La deuxième partie du texte nouveau proposé par la Commission pour remplacer l'article 17 de la loi du 31 juillet 1917, coefficient applicable à la valeur locative pour la détermination des bénéfices agricoles est repoussée par 160 voix contre 123.

Séance levée à 18 h. 20. Séance mercredi.

LE RÉTABLISSEMENT des échanges commerciaux

Londres, 25 mai. — L' « Agence Reuter » annonce que la Conférence des communications internationales que le Conseil de la Société des Nations doit convoquer avant la fin de 1920, et à laquelle participeront des spécialistes de chaque pays, étudiera des mesures que les membres de la Société se sont engagés à prendre pour assurer la liberté des communications et des transports entre les pays représentés. La Conférence établira, pour les communications internationales, un organe permanent chargé de coordonner les efforts de chaque pays; cette organisation est indispensable pour le rétablissement des échanges commerciaux et la restauration du monde au point de vue économique.

Le Groupe interparlementaire des Régions libérées et la Dette allemande

Paris, 25 mai. — Le groupe interparlementaire des régions libérées s'est réuni au Sénat, sous la présidence de M. Hayes.

Après une longue discussion, à laquelle ont pris part MM. Poincaré, Klotz, Louis Marin, Loucheur, etc., l'ordre du jour suivant, présenté par M. Lucien Hubert, a été voté à l'unanimité :

« Le groupe, considérant que les renseignements recueillis sur les pourparlers franco-britanniques, engagés actuellement, ne autraient amoindrir, ni en critiquer, ni ses craintes, maintient formellement son ordre du jour du 20 mai. »

Rappelons que cet ordre du jour était ainsi conçu :

« Le groupe des représentants des départements dévastés, considérant que le forfait envisagé par les gouvernements britannique et français ne serait, en réalité, qu'une réduction de la dette allemande, réclame l'exécution intégrale du traité de Versailles, voté par le Parlement, et que seul celui-ci pourrait modifier. »

LES CONGRÈS

LA FÉDÉRATION DES FONCTIONNAIRES

Paris, 25 mai. — Le Congrès de la Fédération nationale des fonctionnaires a tenu sa seconde séance mardi après-midi.

Après que M. Laurent, secrétaire de la Fédération, eut lu son rapport concluant à l'adhésion à la C.G.T., de nombreuses interventions eut eu lieu, notamment celles de MM. Gratiny, des contributions indirectes, et Gay, représentant général des instituteurs qui sont contre l'affiliation à la C.G.T.

M. Hiart, secrétaire général des fonctionnaires des régions envahies préconise l'adhésion à la C.G.T.; M. Pouet, des douanes actives (Le Havre) constate que l'on produit les mêmes arguments qu'au Congrès de 1919 contre l'adhésion, il désire que chacun ait le courage de ses actes et émette son vote pour ou contre.

Le débat est clos par une déclaration de M. Laurent qui fait connaître que le Conseil fédéral repousse toute motion d'atermoiement et pose la question de confiance.

M. Jouhaux fait la critique de l'action gouvernementale, il se défend de vouloir influencer le vote.

On passe au vote qui donne 193 voix pour l'adhésion, 30 contre et 78 abstentions.

La délégation de l'Empire britannique à la Conférence de Spa

Londres, 25 mai. — L' « Agence Reuter » apprend, relativement à la Conférence de Spa, que l'on a décidé de rétablir la délégation de l'empire britannique.

On a demandé aux quatre dominions, de nommer des représentants qui examineront, avec le Cabinet impérial, les différents programmes qui se rapportent à la Conférence. Cette décision n'implique pas nécessairement que les représentants des Dominions assisteront à la Conférence de Spa.

LA MORT DE CARANZA Président du Mexique

Mexico, 25 mai. — On publie le rapport du général Herrera au sujet de la mort du général Carranza. Le général Herrera explique qu'à trois heures du matin il était allé avec 80 hommes attaquer Carranza dans son camp pour le faire prisonnier. Carranza se rendant compte que la fuite était impossible, se suicida d'un coup de revolver à la poitrine.

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU MEXIQUE

Mexico, 25 mai. — Le Congrès a élu par 224 voix le général Adolfo de la Huerta président intérimaire.